

## Compte rendu du Conseil Municipal du 6 octobre 2016 à 18h30 réuni sous la présidence de Monsieur Eric PENSO, Maire

**Etaient Présents :** Eric PENSO – France GABORIT – Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD  
Gilles CHRETIEN – Thierry NOEL – Servane BESSOLES – Yves FANJAUD – Brigitte MIAS – Guillaume BUREL –  
Monique BARON – Gilles DUTAU – Gabrielle CROUZIL – Guy MARTRE – Christine DAVY – Marjolaine  
AVENTURIER – Julien BASCOUL – Anne VINCENT-FAGOT – Vincent MEYNIER – Vanesa DEDIEU – Guy FILLET  
Michel CHASTAING – Bernard DUVIC – Faouzia DAHMANE – Marie-Noëlle SIBIEUDE.

**Etaient Représentés :** Séverine TEILHARD-RIOLA représentée par Anne VINCENT-FAGOT  
Simon UGUEN représenté par Eric PENSO  
Philippe FOULON représenté par Michel CHASTAING

**Etaient Absents :** Cécile PAGES

**Nombre de conseillers :**

- En exercice : 29
- Présents : 24  
25 à partir de l'affaire 03  
24 à partir de l'affaire 05
- Votants : 27 jusqu'à l'affaire 02  
28 à partir de l'affaire 03

---

### 00 – AFFAIRES GENERALES - Approbation du Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 12 juillet 2016

Le Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 12 juillet est adopté à l'unanimité.

---

### 01 – AFFAIRES GENERALES - Application de l'article L 2122-23 du Code général des Collectivités Locales

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 12 juillet 2016 et qui sont les suivantes :

- **Décision 2016-019 du 26 mai 2016 :** Conclusion d'un marché de travaux de mise en sécurité des arbres du Parc Leenhardt avec l'entreprise JPL PAYSAGISTE d'un montant de 7 344,00 € HT,
- **Décision 2016-020 du 15 juillet 2016 :** Conclusion d'un marché de maîtrise d'œuvre pour des travaux d'extension des locaux administratifs de la Mairie « Espace Bonnier », avec l'entreprise SCP CAREMOLI-MIRAMOND, d'un montant de 53 360,00 € HT,
- **Décision 2016-021 du 29 juillet 2016 :** Conclusion d'un contrat de maintenance du logiciel Gestion des Ressources Humaines et Paie du Personnel d'une durée de 3 ans maximum avec la société CIRIL GROUP SAS, d'un montant de 2 305,50 € HT révisé annuellement,
- **Décision 2016-022 du 29 août 2016 :** Conclusion d'une convention de mise à disposition d'emballage pour le gaz du 1<sup>er</sup> novembre 2016 au 31 octobre 2021, avec l'entreprise AIR LIQUIDE, d'un montant de 552,00 € TTC,
- **Décision 2016-023 du 30 août 2016 :** Conclusion d'un contrat de maintenance des équipements Hewlett-Packard d'une durée d'un an avec l'entreprise SITEL, d'un montant de 917,28 € HT,
- **Décision 2016-024 du 7 septembre 2016 :** Désignation du Cabinet MARGALL D'ALBENAS pour défendre les intérêts de la Commune de Clapiers dans l'instance qui l'oppose à Monsieur Jacky PECORARO demandant l'annulation de l'arrêté PC 34077 16 M0001 délivré par la Commune de Clapiers le 4 mai 2016 portant refus de permis de construire,

- **Décision 2016-025 du 7 septembre 2016** : Désignation du Cabinet MARGALL D'ALBENAS pour défendre des intérêts de la Commune de Clapiers dans l'instance qui l'oppose à l'Association Foyer du Romarin demandant l'annulation de l'arrêté 2016-083 du 31 mars 2016 interdisant la circulation de poids lourds de plus de 3,5 tonnes dans l'Impasse de l'Escoutaire, ainsi que la décision du 16 juin 2016 par laquelle leurs recours gracieux a été rejeté par la Commune de Clapiers.

Le Conseil Municipal prend acte de ces décisions.

---

## **02 – AFFAIRES GENERALES - Désignation des délégués appelés à siéger au Syndicat Intercommunal issu de la fusion du SIVOM des Trois Rivières et du SIVOM BERANGE CADOULE et SALAISON**

Conseil Municipal a approuvé la fusion du SIVOM des 3 Rivières avec la SIVOM BERANGE CADOULE SALAISON.

Les statuts issus de la fusion de ces deux SIVOM prévoient que chaque commune aura deux délégués titulaires et un délégué suppléant.

Il rappelle que les deux délégués titulaires au sein du SIVOM des 3 Rivières étaient Julien BASCOUL et lui-même.

Il propose au Conseil Municipal de les reconduire dans leurs fonctions au sein du nouveau SIVOM dénommé BERANGE CADOULE SALAISON issu de la fusion et de désigner en qualité de délégué suppléant Madame Séverine TEILHARD RIOLA.

Il demande s'il y a d'autres candidatures. Aucune candidature n'est déposée.

Il propose au Conseil Municipal de voter à main levée.

Le Conseil Municipal adopte cette proposition à l'unanimité.

Sont désignés en qualité de délégués titulaires : Gilles DUTAU et Julien BASCOUL et en qualité de délégué suppléant : Séverine TEILHARD RIOLA à l'unanimité.

---

## **03 – AFFAIRES GENERALES - Rapport du Président de l'Assemblée Spéciale de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur CHRETIEN, Adjoint à l'urbanisme propose au Conseil Municipal, en application de l'article L 1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales d'approuver le rapport ci-joint du Président de l'Assemblée Spéciale des Collectivités en sa qualité d'Administrateur, de la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte le rapport du Président de l'Assemblée Spéciale des Collectivités en sa qualité d'Administrateur de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole à la majorité absolue (27 voix pour, 1 voix contre)

---

## **04 – AMENAGEMENT/URBANISME/FONCIER - Procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Clapiers / Avis de la Commune au titre de l'article L 153-39 du code de l'urbanisme**

Monsieur CHRETIEN, adjoint à l'urbanisme rappelle que par arrêté n°A2016-56 en date du 13 janvier 2016, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 1<sup>er</sup> modification simplifiée du PLU de la Commune de Clapiers afin de mettre en compatibilité le PLU avec le nouveau plan de composition de la ZAC « Castelet », de créer un secteur UD3 indicé et une OAP (interface ZAC Castelet/secteur du Château), de permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet dit « Soleil des Garrigues) et, le cas échéant, d'apporter des adaptations rédactionnelles d'ordre mineur du règlement du PLU.

Conformément à l'article L153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition ont été précisées par le Conseil de Métropole par délibération motivée N°13588 du 27 janvier 2016.

Conformément à la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, le Conseil Municipal a rendu par une délibération N°6 du 12 juillet 2016 un avis favorable sur le dossier de modification simplifiée avant son envoi aux personnes publiques associées.

L'Article L153-39 du code de l'urbanisme précise que « Lorsque le projet de modification a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié. Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public. »

La ZAC du Castelet a été créée à l'initiative de la Commune de Clapiers.

La modification simplifiée proposée porte donc sur la mise en compatibilité du PLU avec le nouveau plan de composition de la ZAC « Castelet » et de créer une OAP (interface ZAC Castelet/secteur du Château),

Le dossier de modification simplifiée comporte :

- Un rapport de présentation
- Un règlement Avant/après
- Une orientation d'aménagement particulière Avant/après
- Le zonage modifié

La modification simplifiée projetée n'a pas pour effet de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire ou encore de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Ainsi, il propose au Conseil Municipal :

- De donner un avis favorable sur le dossier de modification simplifiée du P.L.U. de la Commune qui modifie les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la Zone d'Aménagement Concernée « Castelet »,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité absolue (23 voix pour et 5 voix contre)

- De donner un avis favorable sur le dossier de modification simplifiée du P.L.U. de la Commune qui modifie les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la Zone d'Aménagement Concernée « Castelet »,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tous documents relatifs à cette affaire.

---

## **05 - AMENAGEMENT/URBANISME/FONCIER - Convention de concession d'une parcelle communale au Syndicat Mixte Garrigues Campagne**

Vu l'avis de la Commission urbanisme-foncier, réunie le 04 octobre 2016,

Monsieur Gilles Chrétien, Adjoint délégué à l'urbanisme et aux affaires foncières, indique au Conseil Municipal que le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) souhaite réaliser un réservoir d'eau potable sur la parcelle BO 73, située au lieu-dit Las Courejas, à côté du réservoir existant et qui desservira la ZAC du Castelet. L'implantation de cet édifice est prévue sur un détachement de 700m<sup>2</sup> environ de la parcelle.

Il propose au Conseil Municipal d'approuver la signature d'une convention de concession tripartite (selon le modèle joint) entre la Commune, le SMGC et l'ONF. Cette convention autorise le SMGC à construire et utiliser le réservoir d'eau pour la durée d'exploitation de l'ouvrage.

Cette concession est conclue à titre gratuit. Le SMGC aura la charge de l'entretien du tènement de la parcelle sur laquelle le réservoir sera implanté.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve la convention de concession selon le projet joint en annexe et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire

---

## **06 - AMENAGEMENT/URBANISME/FONCIER - Acquisition d'une parcelle au Conseil Départemental de l'Hérault**

Vu l'avis de la Commission urbanisme-foncier, réunie le 04 octobre 2016,

Monsieur Gilles Chrétien, Adjoint délégué à l'urbanisme et aux affaires foncières, explique au Conseil Municipal que la construction des nouveaux ateliers municipaux est prévue sur la parcelle BZ 489, au droit de la Médiathèque.

La réalisation des travaux nécessite l'acquisition de la parcelle BZ 490, jouxtant la BZ 489 (cf. plan ci-joint).

Propriété du Conseil Départemental, sa contenance est de 79m<sup>2</sup> environ.

Il propose au Conseil Municipal :

- De procéder à l'acquisition de la parcelle BZ 490 au prix de 4740€, soit 60€/m<sup>2</sup>,
- D'autoriser le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide à la majorité absolue (23 voix pour, 5 voix contre), d'approuver l'acquisition de la parcelle BZ 490 au prix de 4 740 €, soit 60€/m<sup>2</sup>, et autorise le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

---

## **07 – FINANCES - Demande de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Hérault pour des travaux de conservation du patrimoine communal**

Vu l'avis de la Commission Des Finances, réunie le 4 octobre 2016,

Madame France Gaborit, Adjointe déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal de solliciter une subvention aussi importante que possible auprès du Conseil Départemental, dans le cadre du FDAEC pour :

- Des travaux au Centre Culturel Jean Penso (aménagements intérieurs, mur de soutènement à l'arrière du bâtiment, cour arrière)
- Les travaux inscrits à l'Ad'AP 2016.

L'ensemble de ces investissements est estimé à 49 430,20 € HT, soit 59 316,24 € TTC.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour les travaux précités et autorise le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

---

## **08 – FINANCES - Budget principal de la Commune – Décision modificative n°1**

Vu l'avis de la Commission Des Finances, réunie le 4 octobre 2016,

Madame France Gaborit, Adjointe déléguée aux finances expose au Conseil Municipal que dans le cadre de la création de la ZAC du Castelet, la Commune a procédé à l'acquisition d'une partie de la parcelle CC46, à titre onéreux, pour la somme de 101 329€. Il y sera réalisé un bassin d'écroulement. Considérant que la compétence hydraulique relève de Montpellier Méditerranée Métropole, cette collectivité doit racheter le terrain à la commune et y réaliser les travaux. Aussi convient-il d'inscrire :

- D'une part en dépense nouvelle d'investissement l'achat du terrain (compte 2111)
- D'autre part en recettes d'investissement la cession de ce terrain à la Métropole, pour la même somme (chapitre globalisé 024)

La Commune a également obtenu une subvention du Conseil Régional, à hauteur de 200 000€, pour la réalisation de la ZAC. Considérant que c'est la SA3M qui réalisera les aménagements, il convient de lui reverser cette somme, qui sera portée au bilan de la ZAC. Il est donc nécessaire de :

- Constater cette recette nouvelle d'investissement (compte 1322 – subventions d'équipement des régions)
- Prévoir le reversement de cette subvention à la SA3M en dépense nouvelle d'investissement (compte 20422 – subventions d'équipement versées aux personnes de droit privé)

Décision modificative budgétaire n°1 du Budget Primitif 2016							
Section d'investissement							
Dépenses				Recettes			
Chapitre	Imputation	Libellé	Montant	Chapitre	Imputation	Libellé	Montant
204	820-20422	Subventions d'équipement versées aux personnes de droit privé	200 000,00 €	13	820-1322	Subventions d'équipement des régions	200 000,00 €
	Crédits ouverts au chapitre avant modification (BP):		259 750,00 €		Crédits ouverts au chapitre avant modification (BP):		421 591,62 €
	Crédits ouverts au chapitre après modification :		459 750,00 €		Crédits ouverts au chapitre après modification :		621 591,62 €
21	820-2111	Terrains nus	101 329,00 €	024	024	Produits des cessions d'immobilisations	101 329,00 €
	Crédits ouverts au chapitre avant modification (BP):		1 232 437,38 €		Crédits ouverts au chapitre avant modification (BP):		-00 €
	Crédits ouverts au chapitre après modification :		1 333 766,38 €		Crédits ouverts au chapitre après modification :		101 329,00 €
	Total section avant DM 1		2 105 159,23 €		Total section avant DM 1		2 105 159,23 €
Total section après DM 1			2 406 488,23 €	Total section après DM 1			2 406 488,23 €

Madame France Gaborit propose au Conseil Municipal d'approuver la décision modificative budgétaire n°1 telle que présentée dans le tableau ci-dessous.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide à la majorité absolue (23 voix pour, 5 voix contre), d'approuver la décision modificative budgétaire n°1 du Budget Principal de la Commune telle qu'exposée ci-dessus et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

## 09 – FINANCES - Attribution de subventions aux associations

Vu l'avis de la Commission Des Finances, réunie le 4 octobre 2016,

Madame France Gaborit, Adjointe déléguée aux finances propose au Conseil Municipal d'attribuer les subventions aux associations suivantes au titre de l'exercice 2016 :

Désignation	Fonctionnement	Exceptionnelle
Etablissement d'accueil du jeune enfant « Les Lapinous »	29 600,00 €	
Coueurs de l'Eolienne	400,00 €	1 200,00 €
<b>Total</b>	<b>30 000,00 €</b>	<b>1 200,00 €</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité ces attributions de subventions et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

## 10 – PERSONNEL COMMUNAL - Convention d'adhésion au service de prévention-pôle médecine préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34)

Monsieur Thierry NOEL, Adjoint délégué au personnel, rappelle que la Commune de Clapiers a conclu un contrat avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault pour ce qui relève du service de médecine préventive de ses agents.

Il explique que le centre de gestion a dénoncé cette convention qui cessera donc au premier janvier 2017.

Le CDG34 propose d'adhérer à une nouvelle convention au 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour une durée de trois ans dont l'ensemble des mesures est d'optimiser le fonctionnement du pôle médecine préventive et d'améliorer le service rendu aux collectivités adhérentes.

Cette convention reprend les missions, les lieux, horaires et fréquence des visites et les modalités financières du service médecine préventive qui est passé d'une cotisation globale à une facturation à l'acte.

Il propose au Conseil Municipal d'approuver cette convention et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à la signer ainsi que toute pièce se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver cette convention et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à la signer ainsi que toute pièce se rapportant à cette affaire.

---

## 11 – PERSONNEL COMMUNAL - Modification du tableau des effectifs

Monsieur Thierry NOËL, adjoint au personnel, indique au Conseil Municipal que pour des motifs de bonne gestion des services, il conviendrait :

- De créer un poste de Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet
- De créer un poste de Gardien de police municipale à temps complet

Et de modifier en conséquence le tableau des effectifs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de modifier ainsi qu'il suit le tableau des effectifs :

### **Service Administratif :**

Directeur Général des Services	temps complet	1
Attaché Principal	temps complet	1
Attaché	temps complet	1
Rédacteur Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	temps complet	1
Rédacteur Principal de 2 <sup>ème</sup> classe	temps complet	1
Rédacteur	temps complet	2
Adjoint Administratif Principal 2 <sup>ème</sup> classe	temps complet	2
Adjoint Administratif 1 <sup>ère</sup> classe	temps complet	1
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe	temps complet	4
Contractuel Collaborateur de Cabinet	temps complet	1

### **Service Communication :**

Adjoint Administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe	temps complet	1
Adjoint Administratif 1 <sup>ère</sup> classe	temps complet	1
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (25h)	1

### **Police Municipale :**

Chef de Service de police municipale	temps complet	2
Brigadier Chef Principal	temps complet	2
Gardien de Police	temps complet	2
Adjoint Administratif Principal 2 <sup>ème</sup> classe	temps complet	1

### **Service Technique :**

Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe	temps complet	1
Adjoint Technique Principal 1 <sup>ère</sup> classe	temps complet	1
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (31h)	1
Adjoint Technique 1 <sup>ère</sup> classe	temps complet	2
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe	temps complet	4

### **Service des Écoles et Restaurants Scolaires :**

ATSEM Principal de 1 <sup>ère</sup> classe	temps complet	2
ATSEM 1 <sup>ère</sup> classe	temps complet	2
Agent de maîtrise	temps incomplet (29h)	1
Adjoint Technique Principal de 2 <sup>ème</sup> classe	temps complet	1
Adjoint Technique Principal de 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (29h)	1
Adjoint Technique 1 <sup>ère</sup> classe	temps complet	1
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe	temps complet	5
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (33 h)	1
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (29 h)	1
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (25 h)	1
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (23 h)	2
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (20 h)	1
Adjoint Technique 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (18 h)	1

### **Services Enfance jeunesse – Culture – Sport – Convivialité – Protocole – Aînés actifs**

Attaché Territorial	temps complet	1
Animateur principal 2 <sup>ème</sup> classe	temps complet	1
Animateur	temps complet	3
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe	temps complet	2
Adjoint d'animation 1 <sup>ère</sup> classe	temps complet	3
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (33h)	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (31h)	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (25h)	2
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (24h)	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe	temps incomplet (22h)	1

---

### **12 – PETITE ENFANCE – Renouvellement de la convention relative au LAEP (Lieu d'Accueil Parents Enfants)**

Madame DAVY, Conseillère Municipale déléguée à la petite enfance rappelle qu'en date du 17 novembre 2011, le Conseil Municipal a décidé de mettre en place un Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP), et de conclure une convention de partenariat avec l'association dénommée « Jouons en ludothèque »

Cette convention fait l'objet d'une réactualisation annuelle afin de fixer les dates de fonctionnement du LAEP ainsi que le montant de la participation de la Commune.

La nouvelle convention mentionne les dates du fonctionnement du LAEP pour l'année 2016/2017 et le coût annuel de 10 600 €.

Elle précise que ce dispositif est financé par le Conseil Départemental et la CAF à hauteur d'environ 60%, la différence étant supportée par la Commune.

Elle propose au Conseil Municipal de conclure la convention de partenariat d'encadrement du LAEP avec l'association dénommée « Jouons en ludothèque » et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints, ou le Conseiller Municipal délégué à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de conclure la convention de partenariat d'encadrement du LAEP avec l'association dénommée « Jouons en ludothèque » et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints, ou le Conseiller Municipal délégué à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.